



La Turquie et le rêve européen

Mohamed Ammar

► To cite this version:

| Mohamed Ammar. La Turquie et le rêve européen. 2016. hal-01270310

HAL Id: hal-01270310

<https://hal.science/hal-01270310>

Preprint submitted on 15 Feb 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

M. AMMAR MOHAMED
Docteur en Droit public
Faculté de Droit et science politique
Reims

Publication sur le thème : La Turquie et le rêve européen,

.....

Résumé :

Le sujet de l'adhésion de la Turquie à l'UE ne date pas d'aujourd'hui. Le processus d'intégration de l'économie Turque dans l'économie mondiale ainsi que les étapes de négociations pour l'adhésion à l'UE ne manquent pas de difficultés, notamment à cause de la question Chypriote, plusieurs efforts ont été déployés pour cerner ce conflit dans des dimensions soutenables. Le conflit est multi- dimensionnel certes, mais la Turquie va continuer à progresser dans son processus pour l'adhésion à l'UE via des pourparlers et des négociations alors que la question chypriote continue d'empoisonner ces discussions. On va savoir que la Turquie à réussi ses engagements économiques et financiers, mais pour l'Europe la question des droits de l'homme et la question chypriote restent l'épine dorsale menaçant cette adhésion.

Ainsi, on va constater que devant les obstacles souvent non compréhensibles ou inadmissibles, les turcs vont avec le temps et malgré une croissance économique très importante refuser l'adhésion à l'UE. Perte d'espoir! Question de dignité ! Sentiment d'injustice!..

Nous revenons sur une période de négociation allant de 2011 jusqu'à 2014, quoi que, le chemin est non seulement long mais souvent non praticable, la patience, le pragmatisme, sont les mots d'ordre.

Mots clés:

En français :

intégration économique, droits de l'homme, problème de Chypre, processus d'adhésion, choc des civilisations, Société multiculturelle, intégration européenne,

En anglais:

Economic integration, human right, Problem Cyprus, Process of membership, Shock of the civilization, Multicultural company, Europe integration.

Introduction :

Le sujet concernant les relations entre la Turquie et l'UE, d'une part, et le règlement du problème de Chypre, d'autre part, a déjà fait l'objet de multiples études. Les auteurs turcs et européens accordent une attention particulière à ce problème. En revanche, le sujet qui traite de l'influence particulière du problème de Chypre sur le processus d'adhésion de la Turquie à l'UE est moins étudié, du fait que le problème de Chypre en tant qu'obstacle à l'adhésion de la Turquie à l'UE semble très souvent avoir été étudié globalement avec tous les autres obstacles à cette adhésion (la question kurde, par exemple, ou encore celle des minorités sexuelles, etc.) .

Les relations souvent tumultueuses entre l'UE et la Turquie peuvent être caractérisées dans le cadre de "l'approche civilisationnelle " qui été proposé par Samuel Huntington.

Selon S. Huntington, à la place de la lutte des idéologies et des systèmes sociaux sont venus les conflits de civilisations, " un choc " des civilisations. Les différences entre les civilisations ont des racines plus anciennes et profondes, que les différences entre les sphères économiques et politiques, c'est pourquoi ces conflits sont particulièrement dangereux. Au cours du XXI^e siècle, selon Samuel Huntington, la civilisation occidentale pourrait faire face aux civilisations non occidentales, islamique et bouddhiste-confucéenne. (1) La conception de Samuel Huntington a de nombreux adeptes dans la communauté scientifique. Par exemple, Bernard Lewis avec ses articles " La révolte de l'Islam " (2) " Le pouvoir et la Foi " (3), " Que s'est-il passé? L'islam, l'Occident et la Modernité " (4) et Zbigniew Brzezinski, avec ces travaux comme " Le grand échiquier : L'Amérique et le reste du monde " (5) et " Le Vrai choix : Les États-Unis et le reste du monde " (6)

B. Lewis, dans ses articles, arrive à la conclusion qu'il existe une grande probabilité du retour des musulmans à l'idée de la lutte entre l'islam et le christianisme pour le titre de la religion dominante. Pour chacune des parties, selon l'auteur, il y a un avantage dans cette lutte religieuse, par exemple, une croissance démographique rapide et des vagues de migrations pour les musulmans ou un avantage technologique pour les chrétiens. En outre, B. Lewis évoque la possibilité d'établir la démocratie dans le Moyen-Orient, mais le processus est très difficile en raison du despotisme qui sévit dans cette région, mais toutefois réalisable, et d'ailleurs, ce processus a déjà commencé. En outre, les pays du Moyens-Orient veulent changer leur situation d'État opprimés, changer leur image négative aux yeux de la communauté mondiale. S'ils pouvaient le faire, alors le Moyen-Orient deviendrait l'un des centres de la civilisation.

Cependant, le conflit chypriote et les relations entre l'UE et la Turquie correspondent plutôt à la conception de S. Huntington, en raison de différences dans la culture, la religion, les valeurs morales. L'UE à la réputation d'un " Club chrétien " et, par conséquent, les pays européens peuvent craindre la Turquie avec ses valeurs islamiques. On peut envisager le problème de Chypre de la même façon: les valeurs différentes de la civilisation chrétienne de la part de la République de Chypre et la Grèce, avec les valeurs de la civilisation chrétienne de la part de la Turquie et la RTCN (la République turque de Chypre du Nord).

Depuis des décennies la communauté internationale a essayé de créer un seul État des communautés grecque et turque de Chypre, mais les différences de culture, des valeurs ont toujours créé un fossé entre ces communautés de Chypre. Ainsi donc, ce phénomène peut être décrit comme un conflit international, du fait de la différence de valeurs.

La politique turque à l'égard de Chypre a été analysée dans les études de D. Sammut(7), et A. Shakaryan (8) I. Velizade (9), qui mettent l'accent sur l'importance stratégique de l'île de Chypre, et examinent comment les solutions du problème chypriote pourraient influencer la politique étrangère de la Turquie et l'UE.

Malgré l'influence majeure de la question Chypriote sur l'évolution des relations entre la Turquie et l'UE, nous allons voir tout au long de cette publication les efforts déployés par l'État turc afin de trouver place au sein de l'union européenne, sans trop tarder sur la question épineuse de Chypre.

Les négociations entre la Turquie et l'Union européenne en 2011-2014.

La nouvelle décennie du XXI^e siècle a été marquée par la détérioration des relations entre la Turquie et l'Union européenne. Les réunions des représentants des ministres des affaires étrangères de l'UE et de la Turquie n'ont pas conduit à un changement important dans les négociations sur l'adhésion de la Turquie à l'UE. Pendant le processus de négociation a été ouvert seulement un chapitre. Les relations entre la Turquie et l'UE offraient encore beaucoup de points de désaccords. Une de ces questions est la situation autour de Chypre. La direction turque ne veut pas reconnaître la République de Chypre, et refuse d'établir des relations diplomatiques avec elle, tout en maintenant l'État chypriote turc non reconnu, refus également d'ouvrir ses ports et aéroports pour les chypriotes grecs. De plus, les tensions se sont encore intensifiées à la suite de l'enquête géologique au large de Chypre.

Également, la candidature de la république de Chypre en tant que président de l'UE à partir du 1^{er} Juillet 2012, a provoqué une réaction extrêmement négative de l'élite politique turque. En particulier, le 18 Septembre 2011, la Turquie a mis en avant un ultimatum à l'union Européenne, selon laquelle Ankara allait geler les relations avec l'UE si Chypre à partir de Juillet 2012 devant président de l'UE, tout en préservant le problème chypriote en suspens.

Le ministre turc des affaires étrangères, Ahmed Davutoglu, aurait également averti d'une crise éventuelle dans les relations avec l'UE si, en Juillet 2012 n'était pas résolu le problème de Chypre. Selon M. Davutoglu, les dirigeants turcs sont en faveur d'une solution rapide, et veulent atteindre cet objectif en Juillet 2012, quand le président temporaire de l'UE pour six mois sera la République de Chypre (10).Cependant, le gouvernement turc a dû comprendre que l'UE ne va pas abandonner sa décision de présidence de la République de Chypre. Pour l'UE, la République du Chypre est une partie de l'espace européen, et là, il n'existe aucune violation. La Turquie bénéficiait de deux solutions possibles : soit accepter la présidence de Chypre dans l'UE, soit refuser son adhésion à l'UE. Par rapport aux actions ultérieures du gouvernement turc, visant à un rapprochement avec l'UE, la Turquie a voulu renoncer à la possibilité de rejoindre l'UE, ce qui s'est trouvé confirmé par des visites de hauts représentants de la Turquie à l'UE.

En particulier, le 9 mai 2012, le Premier ministre Regeb tayeb Erdogan a visité Rome dans le cadre du Sommet intergouvernemental entre la Turquie et l'Italie, au cours duquel R.T. Erdogan a soulevé la question de l'intégration européenne de la Turquie avec le Premier ministre Mario Monti. Le même mois, le 15 mai 2012, le président turc Abdulaah Gul s'est rendu au sommet de l'OTAN à Chicago afin d'obtenir l'approbation du président de la France François Hollande qui à son tour a promis de rétablir les relations entre les deux pays et de faciliter l'adhésion de la Turquie à l'UE.(11)

Les 17 et 18 mai 2012, le Commissaire européen à l'élargissement Stefan Fûle s'est rendu à Ankara. Lors de sa visite Stefan Fûle a rencontré des membres du gouvernement turc, dont le Premier ministre Erdogan et le ministre des affaires étrangères Ahmed Davutoglu. Le thème principal était les 35 points des conditions d'adhésion à l'UE, mais seulement ont pu être examinés.

Pendant la visite de Fûle, les parties ont travaillé sur le projet de " l'Agenda positif " visant à renforcer les relations entre la Turquie et l'UE, et ont examiné diverses questions techniques. Le but de " l'ordre du jour " était d'encourager et de soutenir l'adhésion de la Turquie à l'UE y compris, ainsi par rapport à la présidence de la République de Chypre. Le point fondamental de " l'agenda " a été l'adaptation par la Turquie des normes de l'UE, pour mener des réformes politiques dans le domaine : des droits fondamentaux de l'homme, de visas, la mobilité et la migration, le commerce, l'énergie, la lutte contre le terrorisme et le dialogue avec les pays étrangers.(12). Ces événements ont montré un réchauffement des relations entre la Turquie et l'UE. Dans le même temps commence une période d'établissement des relations entre la Turquie et ses principaux opposants à l'adhésion de l'UE, en particulier avec la France. La victoire de François Hollande à l'élection présidentielle en France en Avril 2012, a donné l'espoir à la société turque, que dans les relations turco-françaises va commencer une nouvelle ère. La France et la Turquie ont convenu d'ouvrir un " nouveau chapitre " dans leurs relations.

Le nouveau président français a rencontré non seulement le président turc Abdellah Gül lors du sommet de l'OTAN à Chicago, mais aussi le premier ministre R.T. Erdogan à Rio de Janeiro.(13)

Le prédécesseur de F. Hollande, Nicolas Sarkozy s'était fortement positionné contre l'adhésion de la Turquie à l'UE. La reconnaissance par la France du génocide arménien en 1915 et l'adoption de la loi du 22 Décembre 2011 qui prévoit une amende pour la négation du génocide arménien, ont compliqué les relations turco-françaises. Le nouveau président français F. Hollande s'est montré plus indulgent envers la Turquie. En particulier, il a promis la tenue d'un référendum en France sur la question de l'adhésion turque.(14) En outre, il existait une dynamique positive dans les relations entre la Turquie et un autre opposant à son adhésion: l'Allemagne. Ainsi, le ministre allemand des affaires étrangères Guido Westerwelle, lors de sa visite le 14-15 mai 2012 en Turquie, a exprimé l'espoir que la partie turque allait reprendre le processus de négociation Turquie-UE.(15) Pourtant, en général, une très longue durée de négociations a causé le mécontentement de l'élite politique turque.

En particulier, en février 2013, le Premier ministre de la Turquie, R.T. Erdogan lors de sa visite en Hongrie a déclaré que l'adhésion à l'UE n'est pas une nécessité urgente pour la Turquie. Selon lui, la Turquie a fait tout son possible depuis 1963 pour rejoindre l'Union, mais de la part de l'Europe des mesures significatives n'ont pas été prises. Le Premier ministre turc a également souligné que la Turquie peut continuer à se développer de façon constante, hors des relations avec l'UE (16).

Selon des mots du Premier ministre R.T. Erdogan, la Turquie est même prête à adhérer à l'Union douanière de la Russie, la Biélorussie et la Kazakhstan, et il a demandé à Vladimir Poutine son avis quant à l'adhésion de la Turquie au sein de l'Organisation de Coopération de Shanghai (SCO); et a déclaré que les négociations avec l'UE ont perdu toute signification. R.T. Erdogan a mis l'accent sur le fait que la Turquie a des valeurs communes avec les pays de l'OCS, en particulier avec la Chine et la Russie (17) (18).

En plus de cela, on constate une diminution du soutien à l'idée de rejoindre l'UE non seulement dans le gouvernement, mais aussi parmi les citoyens turcs. La société turque est fatiguée du fait que les négociations ne donnent plus de résultats; elle commence à être convaincue de l'idée qu'il n'y a plus de perspectives dans l'intégration européenne, et que l'UE n'accepte pas la Turquie en raison de différences de religion.

Ainsi, selon une enquête effectuée en janvier 2011 par une fondation turco-allemande de l'éducation et de la recherche, il s'avère que: contrairement à 2005, quand 74% des citoyens turcs étaient en faveur de l'intégration européenne; maintenant seulement 34% des citoyens soutient l'entrée du pays dans l'UE (19).

Selon un sondage réalisé par la même fondation en 2012 en Turquie, seulement 17% de la population sondée croient encore que la Turquie va adhérer à l'UE. Cela représente une diminution de 9% par rapport à l'année précédente et de 61% par rapport à 2004. Beaucoup de politiciens turcs ont fait valoir que la Turquie n'est pas traitée sur un pied d'égalité(20).

Dans le même temps, le gouvernement de la Turquie, en raison de la durée excessive des négociations avec l'UE, a proposé d'introduire une sorte de calendrier de négociations (21).

A l'automne 2012, le Premier ministre R.T.Erdogan a averti que la Turquie devra renoncer à l'initiative sur l'intégration européenne si l'UE ne prévoit pas l'adhésion de la Turquie au 100e anniversaire de la fondation de la République turque, à savoir jusqu'en 2013. Il a également souligné que la participation de la Turquie, qui est un pays musulman mais laïc dans le même temps, ne peut que renforcer la position de l'UE dans le monde(22)

Ainsi, tout de même, les autorités turques et la communauté d'affaires turque estiment que la Turquie peut apporter des avantages considérables pour l'UE.

Après 2008, en Europe, il existe aussi l'idée que, dans une crise actuelle : la faillite de la Grèce et la baisse de l'euro, la situation économique difficile dans certains pays européens comme l'Espagne, l'Italie, et le Portugal, la Turquie de par sa position de deuxième croissance économique dans le monde, aiderait l'UE pour résoudre ses problèmes. Comme F. Hollande a déjà remarqué: " L'économie turque devrait servir d'exemple pour l'économie de l'UE." Les chiffres de la circulation des marchandises entre la Turquie et les pays de l'UE attestent de la force des liens économiques entre l'UE et la Turquie, ce qui représente 43% de la circulation des marchandises total de la Turquie. Ce pays est le cinquième plus grand marché d'exportation de l'UE.(23)

En outre, entre l'UE et la Turquie existe une coopération active dans le domaine de l'investissement: 70% des investissements dans l'économie turque sont originaires d'Europe. Entre la Turquie et l'UE il y a une possibilité de coopération dans le secteur de l'énergie. La position géographique favorable de la Turquie, comme l'un des principaux points où passent des voies de l'énergie, peut donner à l'Europe un meilleur accès aux ressources énergétiques du Moyen-Orient, du Bassin de la mer Caspienne et d'Asie centrale, la Turquie est à proximité de la zone où se trouve plus de 70% des champs de pétrole et de gaz du monde. L'Europe aurait une alternative du transit de gaz russe via l'Ukraine(24).

Deuxièmement, la Turquie peut servir de tampon entre les islamistes radicaux et l'Europe, ainsi que d'un garant de la stabilité. D'un point de vue stratégique et économique, l'adhésion de la Turquie ferait de l'UE un acteur mondial très influent. Au cours des dernières années, la Turquie a eu un rôle important sur la scène mondiale. Les problèmes de la Palestine, d'Irak, d'Afghanistan, en Somalie, d'Iran, de Syrie et du Caucase, n'auraient même pas été discutés ni partiellement résolus sans la participation active de la Turquie.(25) Les responsables turcs et leurs forces militaires, dans une large mesure, sont impliqués dans les opérations militaires et civiles de l'UE. En outre, la Turquie est importante pour l'UE dans le contexte de dialogue UE-OTAN. (26/27). Cependant, dans la période indiquée, entre la Turquie et l'UE il n'y a pas de négociations sérieuses. Cela s'explique par la situation difficile en Europe, ainsi que le fait que l'UE n'était pas prête à reprendre les négociations avec la Turquie, en raison d'une multitude de points non résolus dans leur relation, y compris le problème de Chypre.

Comme déjà mentionné précédemment, parmi les citoyens turcs, il y avait une nette tendance à la réduction du soutien à l'idée de rejoindre l'UE. De surcroît, de nombreux Européens ne veulent toujours pas voir la Turquie entrer dans l'UE. Ils appréhendent aussi de voir dans l'UE un pays avec 70 millions de population, majoritairement musulmane. Ces craintes ont des motifs précis. (28)

En France et en Allemagne, il y a une tendance générale de la croissance de la diaspora musulmane. Et par voie de conséquence: problème de la construction d'une société multiculturelle et de l'intégration; montée de l'islamophobie dans la société, émergence de mouvements ultra-radicaux. (29)

Le système juridique turc ne donne pas non plus beaucoup d'espoir, tout d'abord, ce sont les attaques contre la liberté de parole, d'expression et le droit de manifestations publiques. En outre, la situation du conflit turco-syrien, ne fait pas de la Turquie un candidat bienvenu. La Turquie, selon l'UE, devrait d'abord renforcer ses frontières, étant à proximité de la Syrie et de l'Irak. (30).

Toutefois, la principale raison du refroidissement dans les relations entre la Turquie et l'UE reste Chypre divisé, notamment l'isolement du nord de l'île et la réticence de la Turquie à établir des relations diplomatiques avec le gouvernement des Chypriotes grecs (31).

En été 2013, en raison de la répression rigoureuse par les autorités turques des manifestations anti-gouvernementales dans le parc Gezi, les ministres des Affaires étrangères des pays de l'UE ont accepté une proposition de l'Allemagne:

Geler pour 4 mois les négociations sur l'adhésion de la Turquie à l'UE, qui auraient dû commencer le 26 Juin. Le Ministère allemand des affaires étrangères a également déclaré que l'Allemagne ne va pas soutenir la reprise des négociations avec la Turquie, et va imposer son veto.(32).

En revanche, le 05 Novembre 2013, l'UE a repris les négociations avec la Turquie au cours de la réunion organisée par le ministre des affaires européennes de la Turquie, E. Bagis, et commissaire à l'élargissement, St. Fûle, à Bruxelles, dont le but était l'adhésion de la Turquie à l'UE, et a été ouvert également le 22ème chapitre " la politique régionale " (33).

Le Commissaire européen à l'élargissement a promis à la Turquie, d'ouvrir, à l'avenir, plusieurs chapitre : les marchés publics, la concurrence et la politique sociale. Les représentants turcs, en particulier E. Bagis, a interprété cela comme une nouvelle étape dans les relations entre la Turquie et l'UE. Les pourparlers ont été organisés en 14 points mais les diplomates n'ont pu se mettre d'accord que sur deux. En général, les négociations ont porté sur la politique intérieure de la Turquie, à savoir l'amélioration des conditions de vie pour ses citoyens. La partie turque a fortement souligné que l'adhésion de la Turquie à l'UE est toujours une grande priorité pour elle et une fois de plus réaffirmé son engagement à poursuivre les réformes. Dans le même temps, a été abordé le problème de Chypre: les représentants de la Turquie ont cité le plan Annan comme " inacceptable pour les deux parties ", ont exprimé l'espoir que, tout de même, sera présenté un nouveau plan de règlement du problème chypriote, que les négociations entre les communautés par rapport à un nouveau plan d'un règlement du problème chypriote qui ont débuté en 2014, permettront d'ouvrir les chapitres 14 et 16 dans les négociations avec l'UE et finalement, d'accélérer le processus d'intégration européenne de la Turquie (34).

Dans le même temps, de nombreux autres chapitres des négociations avec la Turquie sont bloqués par les membres de l'UE. Par exemple, 8 chapitres sur 35 restent bloqués tant que la Turquie n'ouvre pas ses portes à la République de Chypre; l'ouverture de six chapitres est bloquée par la République de Chypre, quatre chapitres sont bloquée par la France. (35)

Egalement, de nombreux domaines de la société turque nécessitent toujours des réformes. Selon les représentants de l'UE, les dirigeants politiques de la Turquie devraient mener plus activement les réformes pour satisfaire aux critères de Copenhague. Malgré les réformes liées à la diffusion de la langue Kurde en Turquie, il faut encore résoudre les problèmes des droits de l'homme, d'égalité des femmes, des enfants et des minorités. Donc, le 16 Octobre 2013, la Commission européenne dans son rapport de suivi sur la Turquie, a noté autant de changements positifs(des pourparlers de paix avec le mouvement kurde) que de négatifs (la répression des manifestations en Gezi Park, une attaque contre la liberté de la presse) au sein de la société turque(36). De plus, l'UE a décidé d'ouvrir un nouveau chapitre dans les négociations avec la Turquie dans le cadre de la visite du commissaire européen à l'élargissement Stefan Füle à la Turquie le 8 Novembre 2013.

Le commissaire a rencontré le ministre turc des affaires étrangères, Ahmed Davutoglu et le président Abdullah Gül. Lors d'une réunion avec Stefan Füle, Ahmed Davutoglu a souligné qu'Ankara souhaitait la résolution rapide du problème de Chypre, ce qui donnerait une impulsion importante aux discussions entre l'UE et la Turquie. Le ministre turc des Affaires étrangères a également souligné que la Turquie souhaite faire tout son possible pour faciliter la solution du problème chypriote dans le cadre des pourparlers inter communautaires; selon le ministre, le règlement du problème de Chypre n'apporterait pas seulement la paix à Chypre, mais ouvrirait également la voie à l'adhésion turque à l'UE, faisant de l'UE un des acteurs les plus influents sur la scène mondiale. (37)

En outre, le ministre a souligné que la libéralisation du régime des visas entre l'UE et la Turquie enverrait un signal positif à la nation turque: l'idée de rejoindre l'UE recevrait davantage de soutien, ce qui permettrait d'accélérer l'adoption de la Turquie dans l'UE(38).

Stefan Fûle, à son tour, a annoncé l'ouverture du Chapitre 22 avec la Turquie, dans laquelle a été signé un accord de réadmission et lancé un dialogue sur le régime des visas entre l'UE et la Turquie.

L'accord de réadmission, qui avait été annoncé lors d'une réunion entre St. Fûle et Davutoglu a été signé à Ankara, un mois après la réunion susmentionnée, le 16 décembre 2013, entre le Commissaire européen Cécilia Maelström, Stefan Fûle, et le ministre turc des Affaires étrangères Ahmed Davutoglu. L'accord de réadmission implique pour la Turquie l'obligation d'un retour à son pays natal de tous les migrants illégaux vivant en Europe. Car de nombreux migrants illégaux entrent en Europe en passant par la Turquie; ce qui inspire la méfiance de l'UE envers la Turquie et entrave son intégration européenne.

Les commissaires de l'UE ont déclaré: après que la Turquie cesse d'être un point de transit pour les immigrants de différents pays, lorsqu'elle sera en mesure de limiter ces flux vers l'Europe, l'Union se tiendrait prête à annuler les visas pour les citoyens turcs. Les représentants de l'UE ont considéré la signature de ce document comme une réalisation importante des négociations sur l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne (39).

En janvier 2014, à Bruxelles, a eu lieu une réunion entre le Premier ministre turc Erdogan et le président de la Commission européenne J.M. Barroso. Lui et d'autres dirigeants européens ont appelé la Turquie à ne pas abandonner les réformes et tout ce qui a été réalisé par le gouvernement de la Turquie pour l'adhésion à l'UE(40). Ces préoccupations étaient liées, tout d'abord, à la différence entre le système juridique aux normes européennes, en particulier sur la question de la séparation des pouvoirs.(41)

Il est à noter que 2014 montre un changement significatif de l'attitude de la Turquie quant aux perspectives de son adhésion à l'UE. Si en 2013, seulement 45% des turcs approuvaient la possible adhésion de la Turquie à l'UE; en 2014, ce chiffre est passé à 53%. Dans le même temps, une enquête de l'opinion publique dans les pays occidentaux a montré que seulement 42% des Européens considèrent la Turquie comme un candidat approprié.(42). Peut-être, la raison pour expliquer cette attitude de la société européenne a été la victoire de l'élection présidentielle par M. Erdogan en août 2014. Bruxelles décrit l'événement comme une transition vers le régime autoritaire de la Turquie car l'AKP a remporté 46% de votes. De nombreux experts ont commencé à croire que M. Erdogan a cessé de mettre en œuvre un ensemble de réformes pour répondre aux critères de Maastricht, et axé sur le renforcement de son pouvoir dans le pays.(43)

En plus de l'élection d'un nouveau président, il y a eu, également, des changements importants dans les départements internes de la Turquie. En particulier, Ahmed Davutoglu, l'ancien ministre turc des Affaires étrangères, a remplacé R.T.Erdogan sur le poste de Premier ministre. De même, l'ancien ministre des affaires européennes, E. Bagis, a été nommé comme Ministre des affaires étrangères, et donné son ancien poste à B. Bozkir.

La situation politique qui s'est développée dans le monde en 2014, à cause de l'occupation de la Crimée par la Russie, la désapprobation de ce fait par la communauté internationale et les sanctions antirusses ultérieures, ont également dégradé les relations entre la Turquie et l'UE.

La réunion, qui a eu lieu le 1er décembre 2014 à Ankara entre Vladimir Poutine et R.T. Erdogan, a conduit l'UE à commencer à prendre des mesures plus énergiques, en vue d'établir des relations avec la Turquie. Surtout après la déclaration du président russe, la Russie lance un nouveau projet de construction d'un pipeline de gaz en Turquie, à la frontière avec la Grèce. (44) (45). En particulier, les dirigeants européens ont commencé : le premier ministre britannique David Cameron, le ministre italien des Affaires étrangères Federica Mogherini, la présidente lituanienne Dalia Grybauskaite, le Commissaire Européen Johannes Hahn. Ont été discutés: la coopération avec la Turquie dans les différentes sphères de l'économie, les enjeux actuels de l'OTAN, la lutte contre le terrorisme et le processus d'intégration européenne de la Turquie. En particulier, le Commissaire de l'UE, chargé de la politique européenne de voisinage et des négociations d'élargissement, lors d'une conférence de presse à Ankara, tenue le 8 décembre 2014, a déclaré que " les réformes sont encore nécessaires sur la législation et les droits de l'homme. Mais par rapport au processus d'adhésion de la Turquie à l'UE, la nouvelle Commission Européenne fera tout son possible pour l'accélérer" . En outre, il a exprimé l'espoir que dans la période de cinq ans, pour la Turquie seront ouverts un ou plusieurs points d'accord avec l'UE. Également, le Ministre des Affaires étrangères, Cavusoglu, a exprimé son espoir que les deux communautés de Chypre vont se mettre à la table des négociations pour résoudre le problème de Chypre.(46/47)

La ministre italienne des Affaires étrangères, F. Mogherini, a proposé à Ankara, d'accélérer le processus de négociations d'adhésion à l'UE, qui pourrait être résolu dans les cinq prochaines années, si la Turquie, en échange, rejoint les sanctions antirusse, ou tout au moins "n'utilise pas la situation pour ses intérêts économiques. " Le Ministre de l'énergie et des ressources naturelles, Taner Yildiz, a déclaré en réponse que " La Turquie ne fera pas un choix entre l'UE et la Russie. Nous développons des projets compte tenu de nos propres intérêts et des intérêts réciproques." (48/49)

Ainsi, les relations entre la Turquie et l'UE, dans la période indiquée, n'ont pas connu d'importants changements. D'une part, l'UE comprend que la coopération avec la Turquie présente ses avantages. Mais, d'autre part, la Turquie était trop loin de pouvoir répondre aux exigences de l'union. Cela concerne autant les questions intérieures dans le pays: l'égalité des droits des minorités nationales et la mise en place du système juridique en conformité avec les normes européennes, en élargissant la liberté de la presse, d'expression et de religion; que des questions importantes de politiques étrangère, comme la question chypriote. Le refus de la Turquie de reconnaître la République de Chypre a eu un effet très négatif pendant le développement de ses gisements par la République de Chypre, et au cours de la présidence de Chypre à l'UE. La Turquie a avancé des conditions impossibles pour l'UE: exigé d'abandonner l'un de ses membres ou à renoncer à ses intérêts. La Turquie, en permanence, déclarait que la république de Chypre ne doit pas être un membre de l'UE et doit mettre en œuvre l'ensemble des activités dans le cadre de la politique étrangère, tout en maintenant le blocus de Chypre du Nord.

Conclusion

Cela fait déjà très longtemps que la Turquie aspire à devenir membre de l'UE. Au fil du temps, la Turquie a cherché à se conformer aux normes européennes. C'est pourquoi, les autorités turques ont mené une série de réformes dans les domaines juridiques et constitutionnels. Cependant, la Turquie fait encore face à beaucoup de problèmes non résolus. En plus des exigences associées aux transformations dans le pays, l'UE demandé à la Turquie de résoudre un certain nombre de questions liées à la politique étrangère et au traitement des minorités. Comme la question Kurde, la question de la reconnaissance du génocide arménien et la question de Chypre.

La question de Chypre est considérée par de nombreux experts et des politiciens européens comme le principal obstacle à l'adhésion de la Turquie à l'UE. Jusqu'en mai 2004, avant l'entrée de la partie grecque de l'île : la République de Chypre dans l'UE, la Turquie afin d'obtenir l'adhésion de l'UE a essayé de faciliter la réunification de l'île, dans le cadre de nombreux plans de l'ONU envisageant d'établir une fédération bicommunautaire sur cette île.

Le plus célèbre parmi ces plans c'est " le plan Annan ", celui du Secrétaire Général de l'ONU, kofi Annan, par rapport auquel a eu lieu un référendum à Chypre en Avril 2004. Mais le plan Annan a effectivement " légalisé" la division de l'île en deux parties : les Chypriotes Turcs ont soutenu le plan, et les Chypriotes Grecs ont rejeté, parce que le plan Annan ne reflétait pas la situation actuelle sur l'île, ne prenant pas en compte les opinions et les sentiments de chacune des communautés. Depuis, des nombreuses séries de pourparlers entre les dirigeants des communautés chypriotes n'ont pas conduit à une solution du problème de Chypre dans le cadre d'une fédération unifiée.

Le 1er mai 2004 a eu lieu l'adhésion à l'UE de la République de Chypre, représentant la partie grecque de l'île. L'UE pendant les négociations avec la Turquie en Octobre 2005, a mis en avant la condition la plus importante: reconnaître la république de Chypre et lui ouvrir, dans le cadre de l'Accord Douanier, ses ports maritimes et voies aériennes. Mais la Turquie a refusé de reconnaître la république du Chypre en tant qu'Etat souverain européen.

Depuis ce temps, le problème de Chypre est devenu " une pierre d'achoppement" dans les relations entre l'UE et la Turquie, provoquant des désaccords entre les parties par rapport au problème chypriote. L'UE a demandé à la Turquie d'établir les relations diplomatiques avec la République de Chypre, et ouvrir pour elle ses ports dans le cadre de l'Union Douanière. En réponse, la Turquie a exigé de l'UE, pour résoudre le problème de Chypre dans le cadre d'une fédération bicommunautaire, d'enlever l'isolement international des Chypriotes turcs vivant dans le nord de l'île. Ainsi, les relations entre la Turquie et l'UE ont commencé à ressembler à " un cercle vicieux": l'UE a incité sur la reconnaissance par la Turquie de la République de Chypre mais la Turquie demeurait réticente, tant que l'isolement de Chypre du Nord était maintenu, tout en demandant de continuer les négociations, ce qui n'est pas possible sans remplir d'abord les exigences de l'UE sur Chypre.

Après 2011, un nouveau facteur qui a commencé à déstabiliser les pourparlers inter communautaires, c'est une question de l'extraction des ressources sur le plateau de Chypre. La Turquie a opposé le droit légitime des Chypriotes grecs à développer les dépôts de son territoire, dans le même temps elle a conclu avec les Chypriotes turcs des accords illégaux, du point de vue du droit international, sur les travaux communs d'exploration pour la délimitation du plateau continental. La coopération entre la Turquie et les Chypriotes turcs à la recherche de ressources a maintes fois conduit à la rupture des pourparlers inter communautaires.

On peut constater que les autorités turques détruisent ce à quoi ils aspirent: elles s'expriment pour un règlement rapide du problème de Chypre mais, par leurs actions (des visites régulières sur le territoire des Chypriotes turcs; les signatures des accords avec Chypre du Nord qui ne disposent pas de force juridique; les menaces d'annexer le nord de l'île, ainsi que leur réticence à établir des relations diplomatiques avec l'administration chypriote grecque) nuisent à l'ensemble du processus de négociation à Chypre. Par conséquent, ces actions de la Turquie contribuent à créer des tensions dans les relations entre la Turquie et la République de Chypre, et entravent le développement des relations entre l'UE et la Turquie dans le cadre de l'adhésion à l'UE de cette dernière.

Ainsi, dans les relations entre l'UE et la Turquie, l'un des problèmes les plus importants est le problème de Chypre. Le problème chypriote non résolu entrave le développement ultérieur des relations entre l'UE et la Turquie, favorise la croissance de la méfiance mutuelle et fait chercher des alternatives comme un moyen de pression: l'appartenance aux autres organisations internationales de la Turquie, et proposition à la Turquie du statut de "partenaire privilégié" par certains pays européens. Dans le même temps, il est peu probable que le gouvernement turc quitte le programme de renforcement à l'adhésion annoncé par R.T. Erdogan en 2002. L'adhésion à l'UE est l'une des principales orientations de la politique étrangère de la direction turque. Dans le même temps le problème chypriote est loin d'être résolu. Les différences dans le développement économique, et surtout, la différence de point de vue concernant l'issue la plus favorable à la crise de Chypre, ainsi que d'un certain nombre de questions de politique intérieure et étrangère, conduisent à la suspension du processus de négociation par les Chypriotes Grecs et Chypriotes turcs.

Bibliographie:

- (1) HUNTINGTON, Samuel, Le choc des civilisations, Éditions Odile Jacob, Paris, 1997.
- (2) LEWIS, Bernard, La révolte de l'Islam, Le Débat, no 119, 2002/2, p.50-67.
- (3) LEWIS, Bernard, Le Pouvoir et la foi, Paris, Odile Jacob, 2011.
- (4) LEWIS, Bernard, Que s'est-il passé ? L'Islam, l'occident et la modernité, Paris, Gallimard, 2002.
- (5) BRZEZINSKI, Zbigniew, Le grand échiquier: L'Amérique et le reste du monde, édition poche Fayard, coll. " Pluriel", 2011, ISBN 978-2818501429.
- (6) BRZEZINSKI, Zbigniew, Le Vrai choix: Les États-Unis et le reste du monde, Odile Jacob, 2004, ISBN 978-2738114129, 310p.
- (7) SAMMUT, Denis, Why Cyprus Matters?
[Http://commonsplace.eu/rus/blogs/15/author7/id36](http://commonsplace.eu/rus/blogs/15/author7/id36).
- (8) SHAKARYAN, ARTAK; http://www.noravank.am/rus/articles/detail.php?ELEMENT_ID=2910
- (9) VELIZADEI. [Http://www.ng.ru/2011-09-22/3_kartblansh.html](http://www.ng.ru/2011-09-22/3_kartblansh.html)
- (10) Davutoglu : Türkiye-AB ilişkileri donabilir, CNN Turk, (consulté le 17/04/2015) URL:
<http://www.cnnturk.com/2011/turkiye/07/13/davutoglu.turkiye.ab.iliskileri.donabilir/622789.0/>
- (11) AKCAY, Belgin; ACIKMESE, Sinem, Yarim Asrim Ardindan Turkiye-Avrupa Iliskileri, Turhankitabevi, Ankara, 2013, ISBN: 978-605-55-93-83-4, 597p.
- (12) Positive EU-Turkey agenda launched in Ankara, Commission Européenne,
http://europa.eu/rapid/press-release_MEMO-12-359_en.htm?locale=FR.
- (13) " Hollande Spring" in Turkish-EUR Relations, 22/06/2012, URL: <http://www.hurriyetdailynews.com/hollande-spring-in-turkish-eu-relations.aspx?pageID=23779&NewsCatID=338>;
- (14) Adhésion de la Turquie à l'UE: Hollande promet un référendum, Le parisien:
<http://www.leparisien.fr/international/adhesion-de-la-turquie-a-l-ue-hollande-annonce-un-referendum-27-01-2014-3532629.php#xtref=https%3A%2Fwww.google.fr>
- (15) Turkish and German Foreign Ministers discussed Turkey-UE relations:
<http://www.mfa.gov.tr/turkish-and-german-foreign-ministers-discussed-turkey-eu-relations.en.mfa>.
- (16) BERBEROGLU, Enis, EU not a must for Turkey; PM Erdogan, Hurriyet Daily News.
[Http://www.hurriyetdailynews.com/eu-not-a-must-for-turkey-pm-erdogan.aspx?pageID=238&nID=338](http://www.hurriyetdailynews.com/eu-not-a-must-for-turkey-pm-erdogan.aspx?pageID=238&nID=338)
- (17) Idem
- (18) ERALP, Doga, Can Shanghai Cooperation Organization be an alternative to European Union for Turkey?
[Http://www.transconflict.com/2013/02/can-shanghai-cooperation-organization-be-an-alternative-to-european-union-for-turky-062/](http://www.transconflict.com/2013/02/can-shanghai-cooperation-organization-be-an-alternative-to-european-union-for-turky-062/)
- (19) SADIKOGLU N. Is the EU Still Relevant for Turkey?
[Http://www.tepav.org.tr/en/haberler/s/3104](http://www.tepav.org.tr/en/haberler/s/3104);
- (20) Idem
- (21) PIERINI M. Europe and Turkey: still talking?
[Http://www.acturca.info/2013/10/17/europe-and-turkey-still-talking](http://www.acturca.info/2013/10/17/europe-and-turkey-still-talking)
- (22) COSKUN, Orhan, EU will lose Turkey if it hasn't joined by 2023, Erdogan Says
<http://uk.reuters.com/article/2012/10/30/uk-germany-turkey-idUKBRE89T1TE20121030>.
- (23) The EU and Turkey: Stronger Together, Hurriyet Daily News,
<http://www.hurriyetdailynews.com/the-eu-and-turkey-stronger-together.aspx?pageID=238&nID=396>.
- (24) SZIGETVARI S. EU-Turky Relations: Changing Approaches.
[Http://riea.ier.ro/sites/rjea.ier.ro/files/articole/RJEA_2014_vol14_no1_art3.pdf](http://riea.ier.ro/sites/rjea.ier.ro/files/articole/RJEA_2014_vol14_no1_art3.pdf)
- (25) AKCAY, Belgin; ACIKMESE, Sinem, Yarim Astrin Ardindan Turkiye-Avrupa Iliskileri, Turhankitabevi, Ankara, 2013, ISBN; 978-605-55-93-83-4, 597p
- (26) ANADOLU AGENCY, Turkish premier says EU needs Turkey for a global rôle ;
<http://www.aa.com.tr/en/news/129642-erdogan-and-necas-hold-joint-press-conference>
- (27) OZEL S. Turkey and the European Sclerosis. URL:
http://www.gmfus.org/wp-content/blogs.dir/1/files_mf/1346856441Ozel_EuropeanSclerosis_Aug12.pdf
- (28) TOCCI, Natalie, KOVRIDZE, Tamara, Special Issue-Europeization and Conflict Resolution: Case Studies from the European Periphery, Chapter2, Cyprus, JEMIE-Journal on Ethnopolitics and Minority Issues in Europe, 01/01/2004, p89-90, disponible sur: <http://ecmi.de/publications/detail/issue-12004-61/>

- (29) Turkey-EU relations on death row? TodayZaman URL: http://www.tadayszaman.com/columnistDetail_getNewsById.action?newsId=230024
- (30) PIERINI M. Can Turkey become a trusted strategic EU ally?? <http://www.hurriyetdailynews.com>
- (31) RINK A. SOLAKER G. Cyprus remains stumbling block in Turkey's EU ambition: Merkel. URL: <http://www.reuters.com/article/2013/02/25/us-germany-turkey-eu-idUSBRE91O10L20130225>
- (32) L'UE reporte les négociations d'adhésion de la Turquie <http://french.peopledaily.com.cn/International/8301164.html>
- (33) TRAYNOR I., LETSCH C. EU to restart Turkey membership talks in move to encourage reform. The Guardian. URL: <http://www.theguardian.com/world/2013/oct/21/turkey-eu-membership-talks-restart-reforms>
- (34) RETTMAN, Andrew, Turkey and UE restart membership talks <http://euobserver.com/foreign/122001> 06/11/2013, Euobserver, Bruxelles;
- (35) Ibid
- (36) Commission Européenne, Key findings of the 2013 progress report on Turkey http://europ.eu/rapid/press-release_MEMO-13-895_en.htm
- (37) Ankara hopeful over new Cyprus peace. Hurriyet Daily News <http://www.hurriyetdailynews.com/ankara-hopeful-over-new-cyprus-peace-bid.aspx?PageID=238&NID=338>
- (38) http://www.mfa.gov.tr/foreign-minister-davutoglu_cyprus-question-should-not-be-an-obstacle-between-turky-and-the-eu-anymore.en.mfa
- (39) Bruxelles assouplit le régime de visas pour les Turcs <http://www.voxeurop.eu/fr/content/news-brief/4379251-bruxelles-assouplit-le-regime-de-visas-pour-les-turcs>
- (40) http://www.mfa.gov.tr/le-premier-ministre-erdogan-a-rencontre-les-responsables-de-l_ue-a-bruxelles.fr.mfa
- (41) EU presses Turkish PH Erdogan over democratic reforms. BBC <http://www.bbc.com/news/World-europe-25824512>
- (42) Support for EU membership increased in Turkey <http://www.turkishweekly.net/2014/09/11/news/support-for-eu-membership-increased-in-turkey/>
- (43) <http://www.reuters.com/article/2014/03/31/us-eu-turkey-idUSBREA2U13F20140331>
- (44) <http://www.rg.ru/2014/12/09/ankara-site.html>
- (45) La coopération entre la Russie et la Turquie http://fr.sputniknews.com/french.ruvr.ru/2014_04_18/La-coopération-entre-la-russie-et-la-Turquie-9258/
- (46) <http://ec.europa.eu/avservice/video/player.cfm?ref=I096426>
- (47) <http://www.mfa.gov.tr/delegation-of-eu-high-representative-and-eu-commissioners-are-in-ankara.en.mfa>
- (48) Federica Mogherini en Turquie <http://orgin.francophone.sahartv.ir/federica-mogherini-en-turquie-637>
- (49) Ankara ne fera pas un choix entre la Russie et l'UE. [Http://fr.sputniknews.com/french.ruvr.ru/news/2014_12_08/Ankara-ne-fera-pas-un-choix-entre-la Russie-et-lUE-ministre-turc-0173/](http://fr.sputniknews.com/french.ruvr.ru/news/2014_12_08/Ankara-ne-fera-pas-un-choix-entre-la-Russie-et-lUE-ministre-turc-0173/)